A°. 1939. N°. 27.



PUBLICATIEBLAD.

BESCHIKKING *van den 13den April 1939 no. 1956, bepalende de plaatsing in het Publicatieblad van het Koninklijk besluit van 9 Februari 1939 (Staatsblad no. 13), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 10 October 1938 te Boekarest tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Roemenië gesloten transferovereenkomst.*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen den brief van den Minister van Koloniën van 1 Maart 1939, 8ste Afdeeling no. 13/123, waarbij ter bekendmaking is ontvangen, het Koninklijk besluit van 9 Februari 1939, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 10 October 1938 te Boekarest tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Roemenie gesloten transferovereenkomst;

HEEFT GOEDGEVONDEN te bepalen:

dat voormeld Koninklijk besluit, nevens afschrift dezer beschikking, in het *Publicatieblad* zal worden geplaatst.

De Gouverneur voornoemd,

G. J. J. WOUTERS.

Uitgegeven den 24n April 1939.
De gouvernements-secretaris,
GRONEMEIJER.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de op 10 October 1938 te *Boekarest* tusschen het Koninkrijk der *Nederlanden* en het Koninkrijk *Roemenië* gesloten transferovereenkomst, van welke overeenkomst een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Gelet op de artikelen 2 en 24 der Wet Internationaal Betalingsverkeer 1934 (Staatsblad nº. 583);

Overwegende, dat genoemde overeenkomst krachtens artikel XIII op 1 October 1938 voor *Nederland*, *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* is in werking getreden;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 6den Februari 1939, Directie van het Protocol, nº. 4469;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bovengenoemde overeenkomst, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen te dezen wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 9den Februari 1939.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
J. PATIJN.

Uitgegeven den *een en twintigsten* Februari 1939.

De Minister van Justitie,
C. GOSELING.

ACCORD DE TRANSFERT ENTRE LE ROYAUME DE ROUMANIE ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS

Le Gouvernement Néerlandais et le Gouvernement Roumain désirant faciliter le règlement des paiements entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Roumanie, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I

1. Les sommes dues pour l'achat de marchandises roumaines importées directement ou indirectement dans les Pays-Bas seront versées, à l'échéance, en florins néerlandais (dénommés ci-après florins) auprès du Nederlandsch Clearingsinstituut.

2. Pour autant que des frais de transport et d'autres frais payables en dehors de la Roumanie sont compris dans le prix d'achat, le Nederlandsch Clearinginstituut pourra autoriser la déduction de ces frais des sommes à verser auprès de ce dernier, à condition que ces frais soient de caractère habituel et économiquement justifiés.

3. Lorsque la somme due sera libellée en une autre devise que le florin, elle sera versée en florins sur la base du cours moyen côté pour la devise en cause à la séance de la Bourse d'Amsterdam qui précède le jour du versement.

4. Le Nederlandsch Clearinginstituut avisera chaque jour la Banque Nationale de Roumanie des versements ainsi opérés. L'avis de versement mentionnera le nom du donneur d'ordre dans les Pays-Bas, la nature de la marchandise et le nom du bénéficiaire en Roumanie, ainsi que la répartition des sommes versées conformément aux pourcentages mentionnés à l'article II.

Article II

Des montants versés, 30 % seront mis par le Nederlandsch Clearingsinstituut à la disposition de la personne ou de la banque indiquée comme bénéficiaire au moment du versement, pour être vendus librement conformément aux dispositions en vigueur en Roumanie, en règlement de dettes envers des créanciers de n'importe quel pays. En ce qui concerne les produits pétroliers une quote-part de 20 % sera laissée à la disposition des exportateurs roumains pour être utilisée selon la réglementation en vigueur en Roumanie.

Le Gouvernement Roumain s'engage à faire affecter le solde des montants en florins versés auprès du Nederlandsch Clearinginstituut et porté au crédit d'un compte spécial à ouvrir au nom de la Banque Nationale de Roumanie, de la manière suivante:

1. 50 % seront à la disposition de la Banque Nationale de Roumanie, à charge pour elle d'en payer dans l'ordre chronologique des échéances, le service de la Dette Publique, ainsi que toutes les dettes des caisses autonomes et des collectivités publiques (y compris les dettes des municipalités et la quote-part de 5 % à la charge de la Roumanie pour les emprunts gérés par la Caisse Commune des porteurs des dettes publiques autrichiennes et hongroises ém'ses avant la gue're).

Il est entendu que les paiements au titre du Service de la Dette Publique et des autres dettes visées à l'alinéa précédent, comprennent les paiements envers les personnes physiques de nationalité néerlandaise et les personnes physiques ou morales domiciliées normalement dans le Royaume des Pays-Bas représentant des intérêts néerlandais, pour autant qu'il est établi que les titres en cause leur appartenaient au 1-er juillet 1936 (ou bien que dès cette date ces titres ont appartenu sans interruption à des personnes des mêmes catégories). Il n'est porté atteinte ni aux contrats d'emprunts, ni aux accords intervenus entre le Gouvernement Roumain et les porteurs.

2. 50 % seront affectés dans l'ordre chronologique des demandes de paiements introduites à la Banque Nationale de Roumanie, au règlement des créances commerciales et des frais et commissions y accessoires — pour autant qu'ils soient usuels et économiquement justifiés — résultant de l'importation de marchandises originaires des Pays-Bas.

Article III.

1. La Banque Nationale de Roumanie aura la faculté de disposer immédiatement par le débit de son compte près le Nederlandsch Clearinginstituut de toutes les sommes y versées.

2. Toutefois, une réserve de 400.000 florins sera laissée au crédit du compte susmentionné, pour être affectée aux paiements prévus par l'art. II chiffres 1 et 2 du présent Accord. La Banque Nationale de Roumanie pourra convertir cette réserve en or ou en devises libres de son choix.

3. Le Gouvernement roumain s'engage à faire reconstituer par la Banque Nationale de Roumanie près le Nederlandsch Clearinginstituut les avoirs dont elle aura disposé conformément au chiffre 1 ci-dessus, pour les affecter au règlement à l'échéance des diverses catégories de créances, selon la répartition fixée à l'article II du présent accord.

Article IV

1. Ne seront admises aux paiements sur les disponibilités prévues par l'article II chiffre 2, que les créances commerciales accompagnées d'une copie de facture, visée par le Crisis Uitvoer Bureau.

2. Le visa sera accordé dans le cadre des échanges commerciaux normaux et courants, dans la limite du disponible trimestriel d'importation et seulement sur présentation d'une attestation spéciale (dovada), délivrée par les autorités compétentes en Roumanie à l'importateur roumain qui l'enverra préalablement à l'exportateur néerlandais.

3. Ce disponible sera calculé sur la base de l'exportation roumaine aux Pays-Bas au cours du trimestre précédent, compte tenu du pourcentage fixé à l'article II chiffre 2, en y ajoutant les reliquats non utilisés des trimestres précédents.

Article V

1. La Banque Nationale de Roumanie mettra, sans retard, à la disposition des bénéficiaires en Roumanie la contrevaleur en lei des montants versés sur son compte chez le Nederlandsch Clearinginstituut, au cours officiel plus la prime en vigueur en Roumanie.

2. De même, la Banque Nationale de Roumanie vendra, dans l'ordre chronologique des demandes de paiement, aux débiteurs en Roumanie les montants en florins nécessaires au règlement des créances visées à l'article II chiffres 1 et 2, en appliquant le cours officiel plus la prime en vigueur en Roumanie et donnera sans retard les ordres de paiement à valoir sur les disponibilités auprès du Nederlandsch Clearinginstituut.

Les ordres de paiement indiqueront pour chaque vente de change le chiffre de l'article II auquel la vente a trait, ainsi que le nom du bénéficiaire et toutes les indications nécessaires à identifier la créance. En ce qui concerne le règlement des créances visées à l'article II chiffre 2, l'ordre de paiement sera accompagné de la copie de la facture portant le visa du Crisis Uitvoer Bureau.

3. Lorsque la dette sera libellée en une autre monnaie que le florin, la conversion de florins aura lieu — sauf convention contraire entre les parties au contrat — sur la base du cours moyen de la devise en cause à la Bourse de Londres le jour précédent la date de l'ordre de paiement de la Banque Nationale de Roumanie.

Article VI

Il est entendu que le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque Nationale de Roumanie accepteront à effectuer, même avant l'importation de la marchandise, des paiements représentant le prix d'achat ou un acompte sur ce prix, à condition que ce paiement soit basé sur vente contre documents ou autre mode de paiement correspondant aux usages commerciaux et prévus dans les contrats de vente ou de livraison. Les intéressés sont tenus à présenter les contrats sur demande.

Article VII

Les opérations de compensations en marchandises seront réglées par les dispositions du présent article, à savoir:

1. Sous réserve du régime d'importation en vigueur dans chacun des deux pays, les opérations de compensation en marchandises admises par la réglementation roumaine (listes A et B) pourront être effectuées sans autorisation préalable.

Les modifications qui seront apportées aux listes A et B, ainsi que la date de leur entrée en vigueur seront communiquées au Nederlandsch Clearinginstituut.

2. La contrevaleur fob des importations de marchandises roumaines aux Pays-Bas effectuées sous le régime du présent article sera, à l'échéance, versée en florins auprès du Nederlandsch Clearinginstituut. En même temps la partie versante remettra à cette Institution l'attestation de la Banque Nationale de Roumanie autorisant l'exportateur roumain à affecter toute ou partie de la contrevaleur de son exportation à des achats de marchandises à importer en Roumanie.

3. Le Nederlandsch Clearinginstituut répartira les montants versés comme dit ci-dessus de la manière suivante:

a. Le pourcentage en devises libres réservé à la Banque Nationale de Roumanie, suivant la réglementation roumaine, sera immédiatement laissé à la libre disposition de cette Institution.

b. Le solde sera porté au crédit de comptes bloqués appelés ,,Comptes de Compensations'', non productifs d'intérêts, ouverts auprès du Nederlandsch Clearinginstituut au nom du créancier en Roumanie désigné par les parties versantes au moment du paiement comme étant le bénéficiaire des versements en cause; celui ci en sera dûment avisé par le Nederlandsch Clearinginstituut.

4. Les titulaires des ,,Comptes de Compensations'' pourront utiliser les montants figurant au crédit de ces comptes, au paiement en faveur des maisons néerlandaises établies dans le Royaume des Pays-Bas, de marchandises figurant à la liste B de la réglementation roumaine. Ces comptes pourront également être débités par le crédit d'autres ,,comptes de compensations'' ouverts en exécution du présent article.

Il appartiendra aux titulaires des ,,Comptes de Compensations'' de donner au Nederlandsch Clearinginstituut toutes instructions relatives à l'exécution des opérations prévues au présent chiffre.

Les dispositions de l'article II et IV du présent Accord ne s'appliquent pas aux paiements prévus par les dispositions du présent article.

5. Sur demande de leurs détenteurs, les montants existants au crédit des ,,Comptes de Compensations'' pourront aussi être virés au compte spécial de la Banque Nationale de Roumanie prévu par le présent Accord; tout montant viré de la sorte au dit compte spécial sera affecté uniquement aux paiements prévus par l'article II chiffre 2 de l'Accord.

Article VIII

Il est entendu qu'en tout ce qui concerne le présent Accord, l'expression Royaume des Pays-Bas vise le territoire du Royaume en Europe aussi bien que les territoires néerlandais d'outre-mer. Partout où dans le présent Accord figure l'expression ,,Pays-Bas'' le territoire néerlandais en Europe est seul visé.

Article IX

Chaque Gouvernement s'engage à prendre, en ce qui le concerne les mesures nécessaires, afin que les dispositions du présent Accord soient respectées.

Article X

1. Les deux Gouvernements veilleront au bon fonctionnement du présent Accord. A cet effet, une commission mixte sera instituée par les deux Gouvernements, qui pourra leur soumettre toute proposition utile.

2. Les questions techniques concernant l'application du présent Accord seront réglées, le cas échéant, entre la Banque Nationale de Roumanie et le Nederlandsch Clearinginstituut.

Article XI

Les soldes en florins néerlandais qui, à l'entrée en vigueur du présent Accord, se trouvent au crédit des comptes spéciaux auprès du N.C.I. mentionnés à l'article III de l'Accord de Paiements du 28 août 1936, seront utilisés conformément aux dispositions de ce dernier Accord et du Modus Vivendi du 21 août 1937.

Article XII

1. Lorsque le présent Accord viendra à l'expiration, les envois de marchandises roumaines et néerlandaises pas encore importées à ce moment dans le pays de destination mais expédiées de l'autre pays au plus tard trois jours après la date du préavis visé à l'article XIII (2) et (3) seront réglés d'après les dispositions du présent Accord.

2. Les montants affectés pour le règlement des créances visées à l'article II chiffre 1 et 2 seront utilisés conformément aux dispositions du présent Accord.

3. Les importateurs néerlandais devront continuer à verser le prix d'achat de leurs importations de marchandises roumaines auprès du Nederlandsch Clearinginstituut tant qu'il y aura des demandes de change non couvertes par les montants y affectés pour le règlement de créances néerlandaises visées à l'article II chiffre 1 et 2 échues avant la date de l'expiration de l'Accord, y compris les créances pas encore échues avant cette date résultant d'envois de marchandises qui ont eu lieu au plus tard à la date mentionnée à l'alinéa 1 ci-dessus.

4. Les versements visés à l'alinéa précédent serviront uniquement au règlement des créances en cause.

Article XIII

1. Le présent Accord entrera en vigueur le 1-er octobre 1938 et remplace l'Accord en date du 28 août 1936 et le Modus Vivendi du 21 août 1937 qui, sous réserve des dispositions de l'article XI du présent Accord, cessent de produire leurs effets dès l'entrée en vigueur du présent Accord.

2. Le présent Accord restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1939. S'il n'est pas dénoncé un mois avant l'expiration, il sera prorogé par tacite réconduction et il pourra être dénoncé à tout moment par l'une des deux parties, avec un préavis d'un mois.

3. Au cas où un changement essentiel se produirait dans les éléments qui constituent la base du présent Accord, chacun des deux Gouvernements aura le droit de le dénoncer avec un préavis de 15 jours.

Fait à Bucarest, en double expédition aujourd'hui le 10 octobre 1938.

Pour Le Gouvernement Royal des Pays-Bas

L. G. VAN HOORN

Pour le Gouvernement Royal de Roumanie

M. CONSTANTINESCU

VERTALING

TRANSFEROVEREENKOMST TUSSCHEN HET KONINKRIJK ROEMENIË EN HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

Daar de Nederlandsche Regeering en de Roemeensche Regeering het betalingsverkeer tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Roemenië wenschen te vergemakkelijken, zijn de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd, het volgende overeengekomen:

Artikel I

1. De bedragen, verschuldigd voor aankoop van Roemeensche goederen, welke al dan niet rechtstreeks in Nederland zijn ingevoerd, zullen op den vervaldag in Nederlandsche guldens (hierna te noemen guldens) bij het Nederlandsch Clearinginstituut worden gestort.

2. Voorzoover transportkosten en andere buiten Roemenië betaalbare kosten in den aankoopprijs zijn begrepen, zal het Nederlandsch Clearinginstituut machtiging kunnen verleenen tot het in mindering brengen van deze kosten op de bij het Instituut te storten bedragen, mits deze kosten usantieel en economisch gerechtvaardigd zijn.

3. Indien het verschuldigde bedrag zal zijn uitgedrukt in een andere valuta dan den gulden, zal het bedrag in guldens worden gestort op basis van den gemiddelden koers van de desbetreffende valuta, genoteerd op de Amsterdamsche Beurs op den dag, welke voorafgaat aan den dag van storting.

4. Het Nederlandsch Clearinginstituut zal de Nationale Bank van Roemenië dagelijks bericht geven van de aldus gedane stortingen. Het stortingsadvies zal den naam van den opdrachtgever in Nederland, den aard van de goederen en den naam van den begunstigde in Roemenië, alsmede de verdeeling van de gestorte bedragen overeenkomstig de in artikel II genoemde percentages, vermelden.

Artikel II

Van de gestorte bedragen zal 30 % door het Nederlandsch Clearinginstituut ter beschikking worden gesteld van den persoon of van de bank, die bij de storting aangewezen is als begunstigde, om vrij te worden verkocht overeenkomstig de in Roemenië geldende voorschriften, ter betaling van schulden aan schuldeischers in welk land ook. Voor wat betreft petroleumproducten zal een deel ad 20 % ter beschikking worden gesteld van de Roemeensche exporteurs om te worden gebruikt overeenkomstig de in Roemenië geldende voorschriften.

De Roemeensche Regeering verbindt zich om de overige bedragen, in guldens bij het Nederlandsch Clearinginstituut gestort en in het credit gebracht van een bijzondere rekening, welke zal worden geopend op naam van de Nationale Bank van Roemenië, als volgt te doen gebruiken:

1. 50 % zal ter beschikking staan van de Nationale Bank van Roemenië, met de verplichting voor haar, daaruit in chronologische volgorde der vervaldagen te betalen den dienst van de Staatsschuld, alsmede alle schulden van de autonome kassen en openbare lichamen (met inbegrip van de schulden van de gemeenten en het ten laste van Roemenië vallende deel ad 5 % van de leeningen, geadministreerd door de ,,Caisse Commune des porteurs des dettes publiques autrichiennes et hongroises émises avant la guerre'').

Het is wel verstaan, dat onder de betalingen op rekening van den Dienst der Staatsschuld en der andere schulden, bedoeld in de voorafgaande alinea, begrepen zijn betalingen aan natuurlijke personen van Nederlandsche nationaliteit en aan natuurlijke of rechtspersonen, die in den regel in het Koninkrijk der Nederlanden woonplaats hebben en Nederlandsche belangen vertegenwoordigen, een en ander voorzoover vaststaat, dat de betreffende stukken hun op 1 Juli 1936 toebehoorden (ofwel dat van dien datum af deze stukken zonder onderbreking aan personen van deze categorieën hebben toebehoord). Er wordt geen inbreuk gemaakt op leeningscontracten, noch op regelingen, tusschen de Roemeensche Regeering en de houders gesloten.

2. 50 % zal in chronologische volgorde van de bij de Nationale Bank van Roemenië ingediende betalingsaanvragen, worden gebruikt ter betaling van de commercieele vorderingen alsmede van daarmede verband houdende kosten en commissies — voor zoover deze usantieel en economisch gerechtvaardigd zijn —

welke voortvloeien uit den invoer van goederen van Nederlandschen oorsprong.

Artikel III

1. De Nationale Bank van Roemenië zal onmiddellijk ten laste harer rekening bij het Nederlandsch Clearinginstituut mogen beschikken over alle daarop gestorte bedragen.

2. Evenwel zal een reserve van 400 000 gulden blijven staan in het credit van bovengenoemde rekening, teneinde te worden gebruikt voor betalingen, voorzien in artikel II cijfers 1 en 2 van deze overeenkomst. De Nationale Bank van Roemenië zal deze reserve kunnen omzetten in goud of vrije deviezen te harer keuze.

3. De Roemeensche Regeering verbindt zich de bedragen, waarover zij ingevolge het hierboven onder 1 vermelde zal hebben beschikt, door de Nationale Bank van Roemenië bij het Nederlandsch Clearinginstituut te doen terugstorten, teneinde deze bedragen te gebruiken ter betaling van de verschillende categorieën vorderingen ten vervaldage overeenkomstig de verdeeling, vastgesteld in artikel II van deze overeenkomst.

Artikel IV

1. Tot uitbetaling uit hetgeen ingevolge artikel II, cijfer 2, daarvoor beschikbaar is, zullen slechts worden toegelaten de commercieele vorderingen, welke vergezeld zijn van een door het Crisis Uitvoer Bureau geviseerde copie van de factuur.

2. Het visum zal worden verleend binnen het kader van het normale en loopende handelsverkeer, binnen de grenzen van hetgeen per kwartaal voor invoer beschikbaar is en alleen tegen overlegging van een speciale verklaring (dovada), door de bevoegde autoriteiten in Roemenië afgegeven aan den Roemeenschen importeur, die deze vooraf zal toezenden aan den Nederlandschen exporteur.

3. Dit beschikbare bedrag zal worden berekend op basis van den Roemeenschen uitvoer naar Nederland in den loop van het voorafgaande kwartaal, rekening houdende met het in artikel II, cijfer 2, vastgestelde percentage, met bijvoeging van de in de voorafgaande driemaandelijksche termijnen niet gebruikte overschotten.

Artikel V

1. De Nationale Bank van Roemenië zal de tegenwaarde in lei der voor hare rekening bij het Nederlandsch Clearinginstituut gestorte bedragen, onverwijld ter beschikking stellen van de begunstigden in Roemenië tegen den officieelen koers vermeerderd met de in Roemenië geldende premie.

2. Evenzoo zal de Nationale Bank van Roemenië in chronologische volgorde van de aanvragen tot betaling, aan de schuldenaren in Roemenië de bedragen in guldens verkoopen, benoodigd ter betaling van de vorderingen, bedoeld in artikel II, cijfers 1 en 2, met toepassing van den officieelen koers vermeerderd met de in Roemenië geldende premie en zij zal onverwijld betalingsopdrachten geven op rekening van de bij het Nederlandsch Clearinginstituut beschikbare middelen.

De betalingsopdrachten zullen voor iederen verkoop van valuta vermelden het cijfer van artikel II, waarop de verkoop betrekking heeft, alsmede den naam van den begunstigde en alle benoodigde gegevens om de vordering te identificeeren. Voor wat betreft de betaling der in artikel II, cijfer 2, bedoelde vorderingen, zal de betalingsopdracht vergezeld moeten zijn van de copiefactuur, welke het visum van het Crisis Uitvoerbureau draagt.

3. Indien de schuld is gesteld in een andere valuta dan den gulden, zal de omrekening in guldens plaats vinden — tenzij partijen contractueel anders zijn overeengekomen — op basis van den gemiddelden koers van de valuta in quaestie op de Londensche Beurs op den dag, voorafgaande aan dien van de betalingsopdracht van de Nationale Bank van Roemenië.

Artikel VI

Het is wel verstaan, dat het Nederlandsch Clearinginstituut en de Nationale Bank van Roemenië zullen goedvinden, dat, zelfs vóór den uitvoer der goederen, betalingen zullen geschieden welke den koopprijs of een betaling daarop vertegenwoordigen, onder voorwaarde dat eene zoodanige betaling is gebaseerd op verkoop tegen documenten of op eenige andere wijze van betaling, welke overeenkomt met de handelsgebruiken en welke is voorzien in de verkoops- of leveringscontracten. De belanghebbenden zijn gehouden de contracten op verzoek over te leggen.

Artikel VII

Transacties beoogende goederencompensaties zullen worden geregeld volgens de bepalingen van dit artikel, te weten:

1. Onder voorbehoud van het in elk van beide landen geldende invoerrégime, zullen transacties, beoogende goederencompensaties, welke door de Roemeensche reglementeering (lijsten A en B) worden toegelaten, kunnen worden afgesloten zonder voorafgaande goedkeuring.

Wijzigingen, welke zullen worden aangebracht in de lijsten A en B, alsmede de datum harer inwerkingtreding, zullen worden medegedeeld aan het Nederlandsch Clearinginstituut.

2. De tegenwaarde f.o.b. van Roemeensche goedereninvoeren in Nederland welke hebben plaatsgevonden krachtens dit artikel, zal op den vervaldag in guldens bij het Nederlandsch Clearinginstituut worden gestort. Terzelfdertijd zal de partij, die de storting verricht, aan dat instituut overleggen de verklaring van de Nationale Bank van Roemenië, houdende machtiging aan den Roemeenschen exporteur om het geheel of een gedeelte van de tegenwaarde van zijn uitvoer te gebruiken voor den aankoop van in Roemenië in te voeren goederen.

3. Het Nederlandsch Clearinginstituut zal de bedragen, welke, zooals hierboven vermeld is, zijn gestort, op de volgende wijze verdeelen:

a. Het percentage der overeenkomstig de Roemeensche voorschriften voor de Nationale Bank van Roemenië gereserveerde vrije deviezen zal onmiddellijk ter vrije beschikking van deze instelling worden gesteld.

b. Het saldo zal worden gebracht in het credit van geblokkeerde renteloozе rekeningen, genaamd „Compensatierekeningen", geopend bij het Nederlandsch Clearinginstituut ten name van den crediteur in Roemenië, die door de partij, die de storting verricht, op het oogenblik van betaling als begunstigde wordt aangewezen ten aanzien van bedoelde stortingen; deze zal daarmede door het Nederlandsch Clearinginstituut behoorlijk in kennis worden gesteld.

4. De rekeninghouders der „Compensatierekeningen" zullen de bedragen, welke in het credit dezer rekeningen voorkomen, kunnen gebruiken ter betaling van goederen, voorkomende op lijst B van de Roemeensche reglementeering, ten gunste van de Nederlandsche firma's, welke in het Koninkrijk der Nederlan-

den zijn gevestigd. Deze rekeningen zullen eveneens kunnen worden gedebiteerd uit het credit van andere ,,Compensatierekeningen", geopend ter uitvoering van dit artikel.

De rekeninghouders der ,,Compensatierekeningen" zijn verplicht aan het Nederlandsch Clearinginstituut alle aanwijzingen te geven aangaande de uitvoering van de transacties, welke onder dit cijfer zijn voorzien.

De bepalingen van artikel II en IV van deze overeenkomst zijn niet van toepassing op betalingen, waarvoor dit artikel zelf voorschriften geeft.

5. De bedragen, voorkomende in het credit der ,,Compensatierekeningen" zullen op verzoek van de betrokken houders ook kunnen worden overgeschreven op de bijzondere rekening van de Nationale Bank van Roemenië, als voorzien in deze overeenkomst; ieder bedrag, dat aldus op gemelde bijzondere rekening wordt overgeschreven, zal uitsluitend worden gebruikt voor de betalingen voorzien in artikel II, cijfer 2, van de overeenkomst.

Artikel VIII

Het is wel verstaan, dat in deze overeenkomst overal met de uitdrukking ,,Koninkrijk der Nederlanden" zoowel het Koninkrijk in Europa als de Nederlandsche Overzeesche Gebiedsdeelen wordt bedoeld. Overal waar in deze overeenkomst de uitdrukking ,,Nederland" voorkomt, wordt alleen het Nederlandsche grondgebied in Europa bedoeld.

Artikel IX

Elke Regeering verbindt zich om voor wat haar aangaat de noodige maatregelen te nemen, opdat de bepalingen van deze overeenkomst worden geëerbiedigd.

Artikel X

1. Beide Regeeringen zullen er op toezien, dat deze overeenkomst goed functionneert. Te dien einde zal door beide Regeeringen een gemengde commissie worden ingesteld, die haar voor zooveel noodig voorstellen zal kunnen voorleggen.

2. Technische quaesties met betrekking tot de toepassing van deze overeenkomst zullen in voorkomende gevallen worden geregeld tusschen de Nationale Bank van Roemenië en het Nederlandsch Clearinginstituut.

Artikel XI

Saldi in Nederlandsche guldens, welke zich bij de inwerkingtreding van deze overeenkomst in het credit bevinden van de bijzondere rekeningen bij het Nederlandsch Clearinginstituut, vermeld in artikel III van de betalingsovereenkomst van 28 Augustus 1936, zullen overeenkomstig de bepalingen van deze laatste overeenkomst en van den Modus Vivendi van 21 Augustus 1937 worden gebruikt.

Artikel XII

1. Wanneer deze overeenkomstt zal afloopen, zullen de Roemeensche en Nederlandsche goederenzendingen, welke alsdan nog niet in het land van bestemming zijn aangekomen, maar uit het andere land op zijn laatst drie dagen na den datum van de opzegging bedoeld in artikel XIII onder 2 en 3 zijn verzonden, worden verrekend overeenkomstig de bepalingen van deze overeenkomst.

2. De bedragen, welke bestemd zijn voor de betaling van vorderingen, bedoeld in artikel II cijfers 1 en 2, zullen worden gebruikt overeenkomstig de bepalingen van deze overeenkomst.

3. De Nederlandsche importeurs zullen den koopprijs van hun invoeren van Roemeensche goederen moeten blijven storten bij het Nederlandsch Clearinginstituut zoolang er deviezenaanvragen zullen zijn, welke niet zijn gedekt door de daarvoor bestemde bedragen ter betaling van Nederlandsche vorderingen, bedoeld in artikel II, cijfers 1 en 2, welke vervallen zijn vóór den datum van de beëindiging van de overeeenkomst, met inbegrip van vorderingen, welke nog niet zijn vervallen vóór dien datum en voortvloeien uit goederenzendingen, welke hebben plaatsgevonden op zijn laatst op den datum vermeld in de hierbovenstaande alinea 1.

4. De in de vorige alinea bedoelde stortingen zulen uitsluitend dienen ter betaling van de vorderingen in quaestie.

Artikel XIII

1. Deze overeenkomst zal in werking treden op 1 October 1938 en komt in de plaats van de overeenkomst van 28 Augustus 1936 en den Modus Vivendi van 21 Augustus 1937, welke, onder voorbehoud van de bepalingen van artikel XI van deze overeenkomst, ophouden van kracht te zijn bij het inwerkingtreden van deze overeenkomst.

2. Deze overeenkomst zal van kracht blijven tot 30 Juni 1939. Indien zij niet één maand vóór de beëindiging is opgezegd, zal zij stilzwijgend worden verlengd en zal zij te allen tijde door een van beide partijen kunnen worden opgezegd met een opzeggingstermijn van één maand.

3. In het geval, dat zich een wezenlijke verandering zou voordoen in de elementen, welke de basis vormen van deze overeenkomst, zullen beide Regeeringen het recht hebben de overeenkomst op te zeggen met een opzeggingstermijn van 15 dagen.

Gedaan te Boekarest, in tweevoud, op heden den 10den October 1938.

Voor de Koninklijke Nederlandsche Regeering	*Voor de Koninklijke Roemeensche Regeering*
L. G. VAN HOORN	M. CONSTANTINESCU